

# RELATIONS PRESSE CONFEDERALES



Communiqué de presse

## Victoire : pour la 2e fois l'Assemblée nationale vote la nationalisation d'Arcelor Mittal

L'Assemblée nationale vient d'approuver en deuxième lecture la proposition de loi de nationalisation d'ArcelorMittal. Cette magnifique victoire n'est pas le fruit du hasard mais bien l'aboutissement des luttes menées par les salarié-es et la CGT pour défendre l'emploi, l'industrie et l'intérêt général face aux logiques financières.

Le gouvernement doit sans attendre respecter la volonté de la représentation nationale et engager la suite du processus législatif permettant l'adoption définitive de la loi.

Il y a urgence pour l'industrie. Une semaine après le dernier sommet « Choose France », le constat est sans appel. Derrière les annonces gouvernementales, aucune véritable planification industrielle n'est mise en œuvre. Les aides publiques continuent d'être distribuées sans conditions réelles, dans une logique de saupoudrage inefficace, loin des besoins réels du pays. Pendant ce temps, des secteurs industriels entiers sont fragilisés, voire menacés de disparition, et l'emploi industriel recule.

Plusieurs dossiers emblématiques l'illustrent.


**Le cas de Vencorex constitue un véritable scandale industriel.** La liquidation a été prononcée par le Tribunal des affaires économiques de Lyon, pour indemniser les créanciers grâce à la vente des machines à un ferrailleur sans tenir compte des possibilités de développement économique et de maintien de l'emploi. Alors qu'un projet alternatif, Exalia, aurait permis de maintenir une activité sur la plateforme chimique de Pont-de-Claix, indispensable pour des secteurs stratégiques comme le nucléaire et la défense, aucune décision politique forte n'a été prise pour préserver cet outil industriel essentiel. Malgré leurs efforts, les porteurs du projet Exalia ont été contraints de l'abandonner en raison de la multiplication des obstacles juridiques posés par le mandataire de la liquidation.

Une fois de plus, les tribunaux de commerce se révèlent être un cadre opaque qui privilégie le court-termisme financier, la connivence entre intérêts particuliers au sein du patronat, au détriment de l'emploi et des capacités productives.

Dans le même temps, **la situation de Fibre Excellence met en lumière les dangers qui pèsent sur la filière bois-papier.** Cette production est pourtant une matière première indispensable. En affaiblissant cette filière, c'est non seulement l'emploi qui est menacé, mais aussi une part de notre souveraineté.

Enfin, **la situation d'ArcelorMittal pose directement la question du contrôle des moyens de production.** L'acier est un élément central de la transition énergétique, de la réindustrialisation et des infrastructures. Pourtant, le groupe poursuit ses restructurations, les suppressions d'emplois, guidé avant tout par des objectifs de rentabilité financière. Dans ce contexte, la nationalisation apparaît comme une nécessité pour préserver les capacités industrielles, les emplois et orienter la production vers les besoins sociaux et environnementaux.

# RELATIONS PRESSE CONFEDERALES



**Il est impossible de répondre aux enjeux du réchauffement climatique, de garantir l'emploi et de reconstruire une industrie forte sans reprendre la maîtrise publique de l'appareil productif.** Cela suppose une véritable planification industrielle, démocratique, tournée vers la satisfaction des besoins de la population et la transition écologique.

La CGT exige ainsi des mesures urgentes et ambitieuses :

- La mise en œuvre sans délai du processus législatif de nationalisation d'ArcelorMittal
- Un engagement immédiat de l'Etat pour empêcher la liquidation de Fibre Excellence, et si nécessaire la nationalisation temporaire
- La sauvegarde des activités industrielles stratégiques, le maintien et le développement de l'emploi
- Un conditionnement strict des aides publiques
- Une réforme profonde des tribunaux de commerce pour placer au cœur de leur mission la préservation du tissu économique et empêcher toute forme de collusion entre intérêts patronaux
- Une politique industrielle cohérente, fondée sur la souveraineté et la justice sociale.

Pour nos emplois, nos territoires et notre avenir industriel, l'heure est la mobilisation !

A Montreuil, le 11 juin 2026